

NPA : un nouvel avertissement

P. Morsu (cal59@wanadoo.fr)

Le débat relatif au bilan du NPA et à ses perspectives est désormais ouvert. Un certain nombre de textes ont été publiés sur le sujet, mais l'auteur de ces lignes ne se reconnaît que partiellement dans ce qu'il a pu lire – d'où cette contribution¹.

« On s'est pris une bonne tôle »

La responsable du parti qui déclarait ceci le soir du 1^o tour des régionales ne faisait qu'exprimer l'avis général - depuis que le NPA existe, on a rarement assisté à une telle unanimité.

Cette unanimité permet de s'éviter une analyse chiffrée trop précise. Indiquons simplement que dans les régions où se présentait le NPA, il retrouve dans l'immense majorité des cas moins de la moitié des voix qu'il enregistra lors des présidentielles.

	Présidentielles 2007	Européennes 2009	%2007	Régionales 2010	%2007
<i>Ile de France</i>	181 247	97 454	53,77%	90 319	49,83%
<i>Rhône Alpes</i>	123 711	70 486	56,98%	41 539	33,58%
<i>PACA</i>	88 331	52 098	58,98%	30 814	34,88%
<i>Lorraine</i>	70 931	38 583	54,40%	14 815	20,89%
<i>Nord PdC</i>	127 893	58 630	45,84%	36 870	28,83%
<i>Midi Pyrénées</i>	69 177	52 808	76,34%	29 322	42,39%
<i>Aquitaine</i>	78 230	51 586	65,94%	27 290	34,88%
<i>Centre</i>	65 347	33 184	50,78%	20 338	31,12%

Il faut d'ailleurs aller au-delà des résultats électoraux.

C'est désormais l'ensemble du « processus NPA » tel qu'il fut initié par la direction de l'ex-LCR qui s'avère être un échec. Il faut rappeler que les forces militantes du parti ne vont guère au-delà de celles de l'ex-LCR (4500 votants lors de la consultation de fin 2009 contre 3000 militants LCR revendiqués – à comparer aux 9000 cartes annoncées lors du congrès de fondation). Et à ceci s'ajoute que le passage de la LCR au NPA fut l'occasion d'un nouvel affaiblissement politique, le parti étant grand ouvert aux gens les plus confus, sans qu'aucun dispositif sérieux de formation socialiste ne soit mis en place.

Les raisons d'un échec

C'est en fait là que se situe le débat. Car si on lit les diverses contributions publiées depuis les élections régionales, il est très difficile de trouver une explication cohérente des raisons de l'échec du NPA.

Il est vrai que rares sont ceux qui acceptent de revenir sur l'axiome de base du NPA, à savoir qu'il s'agirait d'un parti « non délimité stratégiquement », « ni réformiste, ni révolutionnaire », ce qui aboutit à des contorsions permanentes.

En pratique, cette approche a abouti à ce que le NPA développe une politique fort peu révolutionnaire, alors que le créneau du réformisme radical est désormais solidement occupé par J-L Mélenchon et son PG.

Dans ces conditions, la politique suivie ne peut permettre le développement du NPA – d'où les convulsions politiques dans lesquelles est plongé le parti.

Déjà, aux européennes....

Tirant le bilan des élections européennes de 2009, d'il y a un an, nous écrivions :

« On peut comprendre que l'électorat populaire ait eu quelque difficultés à faire la différence (entre NPA et FdG - NR)... et pour cause : c'est la même politique »

Partant de là, nous expliquions que le score d'alors du NPA s'expliquait largement par son refus de mener campagne contre l'Union Européenne, pour l'Unité Socialiste Européenne. C'était en effet la seule façon de donner à la campagne du NPA une physionomie propre, permettant à l'électorat populaire d'identifier nos listes à un programme spécifique.

Mais à l'inverse, la direction du NPA se refusa en fait à aller au-delà d'un vague « *Changer d'Europe* » si ressemblant à

¹ Ce texte ne revient pas sur la question du voile. En effet, malgré sa visibilité extrême, il est probable que les résultats électoraux du NPA n'auraient été guère différents sans cette affaire.

la politique du FdG que les électeurs préférèrent l'original à la copie... Encore aujourd'hui, un membre du Comité Exécutif (G. Liégeard) ne voit rien à redire à que le NPA ait fait campagne sur le thème

« le parlement européen ne sert à rien et des LKP partout »²

c'est-à-dire pour une « assemblée constituante européenne » que seules des nuances séparent du « processus constituant » défendu par le PG.

Dans ces conditions, il est évident que le NPA perdait toute raison d'exister et l'électorat populaire nous le signifia sans ambiguïté (voir les chiffres ci-dessus).

Encore une fois : Réforme, Révolution

Le périmètre de ce texte interdit de s'étendre sur la question. Mais il est nécessaire de rappeler quelques notions de base pour permettre l'intelligence de ce qui va suivre.

On sait que ce qui divise réformistes et révolutionnaires, c'est avant tout que ces derniers centrent leur activité sur l'objectif d'expropriation du Capital – d'où le mot d'ordre de gouvernement des Travailleurs.

Pour les marxistes, le combat pour les revendications ne saurait donc être une question en soi :

« Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. »³

Dans ce contexte, l'action pour les revendications n'est que le socle d'une activité politique convergeant forcément vers la mise en place d'un gouvernement apte à mener une politique anticapitaliste.

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »⁴

D'ores et déjà, on pourra se mettre d'accord pour constater que ce n'est pas la méthode décrite ci-dessus qui a été mise en œuvre durant la campagne. On serait d'ailleurs bien en peine de dire quelle revendication anticapitaliste a été réellement défendue par le NPA – étant entendu que nombre de ses responsables sont particulièrement méfiants vis-à-vis du mot d'ordre d'interdiction des licenciements, « incantatoire » selon eux.

Il faudra d'ailleurs bien revenir sur cette hantise de l'« incantation » qu'ont certains. On est en effet en droit de se demander s'il ne s'agit pas d'un alibi pour refuser de défendre un programme authentiquement socialiste, donc nécessairement à contre courant des illusions des plus larges masses.

Cogestion régionale

C'est à partir de ces différences de méthode qu'on peut comprendre notre premier désaccord.

On sait que les partisans de la motion B n'eurent cesse d'expliquer que le centre de la politique électorale du NPA devait être les questions nationales, sous peine de finir sur le terrain de la cogestion de l'Etat capitaliste. A cette exigence évidente (voir ci-dessus), la direction du Parti fait la réponse suivante :

« Dans une élection, il faut répondre à la question posée, sinon immédiatement on est renvoyé à des scores marginaux (...) pour être audible, il faut être candidat au pouvoir (régional – NdR) »⁵

Cette conception porte un nom : c'est de l'*électorisme*. Au lieu de partir de ce qui est nécessaire du point de vue de nos tâches, de nos responsabilités comme parti, on part de la nécessité de « faire des voix ». C'est d'autant plus critiquable qu'on connaît le succès qu'a eu cette approche, qui plus est !

De plus, sur le fond, tout ceci ne tient tout simplement pas debout.

Il n'est pas vrai que refuser de s'inscrire dans le pseudo-« débat régional » mène à la marginalité – les auteurs du texte n'en font d'ailleurs même pas un semblant de démonstration.

Les travailleurs savent au contraire parfaitement que l'impact des politiques régionales est faible sur l'essentiel des questions auxquelles ils sont confrontés : services publics, conditions d'emploi, etc. Ils savent que la moindre question d'importance se décide au niveau national. En définitive, les exécutifs régionaux assurent pour l'essentiel une fonction

2 G. Liégeard : *La tentation du repli*. Mars 2010.

3 Marx : *Manifeste du parti communiste*.

4 Trotsky : *Programme de transition*.

5 Texte « *Un second souffle pour le NPA* », signé par le noyau des dirigeants actuels du NPA.

de mise en place de décisions élaborées au sommet de l'Etat.

C'est pourquoi il nous revenait de dévier l'attention du monde du Travail des questions régionales aux questions nationales. L'essentiel, lors de ces élections, était d'en faire un test anti-Sarkozy – ce qui n'avait rien de difficile.

Pour dire les choses autrement : une élection régionale est avant tout une tribune pour faire de l'agitation anti- Sarkozy – à nous de décider, en toute autonomie des institutions de l'Etat, sur quelle question mettre l'accent, en fonction de la situation.

Mais il est particulièrement choquant de voir la direction du parti reprendre à son compte les « règles du jeu » imposées par les mass-medias, les politiciens de tous bords, etc.

Précisons d'ailleurs que la question se pose différemment pour une présidentielle ou des élections législatives, scrutins où la question du pouvoir est en jeu.

En tout cas, en Ile-de-France, le fait de participer au « débat régional » se solda par une agitation essentiellement menée sur la revendication des transports gratuits. Comme si ça pouvait être le centre d'une campagne anticapitaliste à l'heure de la crise, du démantèlement de l'Enseignement Public, de la remise en cause du système des retraites, etc. !

A ce propos, on ne peut donc que suivre les camarades de Vitry lorsqu'ils écrivent que ce mot d'ordre était perçu

« comme jouant de la surenchère et ne répondant pas aux besoins immédiats de la population. »

On regrettera simplement qu'ils le disent après coup – l'auteur de ces lignes et quelques autres se sont plusieurs fois élevé contre cette orientation alors qu'il était encore temps de redresser la barre – on trouvera en annexe la déclaration qu'ils proposèrent dans le Val-de-Marne (et qui finit évidemment au panier).

Le pire est que cette question servit à éviter toute activité sérieuse sur des questions qui pour le coup avaient une réelle importance, un fort contenu social, de classe. Par exemple, le plan en cours de démantèlement de l'AP-HP (l'un des principaux employeurs d'IdF) ou la réforme territoriale et le projet de « Grand Paris » (cf, site internet de campagne).

La question de « l'Unité »

Dans les discussions internes au NPA, une place considérable est laissée à la question de l'Unité (« *sommes nous allés le plus loin possible sur le plan unitaire ?* »).

Quel programme ?

Là encore, à dessein ou pas, la question est des plus mal posée. Pour tout individu sensé, la réalisation d'un cartel électoral consiste à se mettre d'accord sur un programme et une liste de candidats.

A l'évidence, en mars 2010, un programme révolutionnaire aurait notamment inclus les revendications suivantes :

- Interdiction des licenciements
- Retrait du plan anti-retraites sarkozyste et refus du dialogue social qui l'accompagne
- Annulation de la Dette publique, arrêt de la RGPP
- Expropriation du Capital financier, ouverture des livres de compte

Il aurait été aussi nécessaire d'utiliser cette campagne pour affirmer notre soutien au peuple palestinien et donner à la question du boycott d'Israël la place qui lui revient.

Tout ceci aboutissait nécessairement à réaffirmer la nécessité d'un gouvernement des travailleurs.

A l'évidence aussi, l'adoption d'une plate-forme de ce type aurait rendu inenvisageable tout accord avec les réformistes.

Mais tel ne fut pas le programme du NPA. A l'inverse, la position A (majoritaire) au sein du NPA expliquait

« Nous voulons la rupture, pour en finir avec le chômage et les licenciements, contre les privatisations, pour la mise en place d'un grand service public bancaire, pour la défense du pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail, le droit à la sécurité sociale et à la retraite, pour la reconversion écologique, la mise en place d'un grand service public de l'énergie, pour le droit à l'éducation pour tous, contre toutes les formes de discrimination et d'oppression. »

Bref, la direction du NPA défendait un programme ambigu, voire ouvertement réformiste (les « grands services publics » bancaire ou de l'énergie)⁶.

L'important est que ce programme n'avait rien d'inacceptable pour les dirigeants du FdG, ce qui rendait déjà très difficile un refus de listes communes du NPA et du Front de Gauche. Dans ces conditions, comment ne pas comprendre

6 On reste d'ailleurs abasourdi que des militants tels que ceux qui éditent *Débat Révolutionnaire* aient jugé bon de soutenir une position développant un tel programme.

ceux qui n'ont vu que « sectarisme » dans notre position ?

En tout cas, avec ce programme, la première mâchoire du piège du 14 mars se mettait en place.

La pseudo « gauche radicale »

Pourtant, la majorité de la direction choisit le maintien de listes propres au NPA dans certaines régions, là où elle ne put obtenir de concession sur la question de la participation aux exécutifs régionaux du PCF et du PG.

Il est d'ailleurs certain que la participation du NPA à ces exécutifs, c'est-à-dire l'acceptation d'entrer dans le jeu de la cogestion régionale menée par le gouvernement et la gauche plurielle est une question de principes. Accepter d'y aller aurait sans doute coulé le parti – celui-ci perdant encore plus sa raison d'être.

Et personne ne peut douter qu'un travailleur normal pouvait comprendre un tel refus. Est-il vraiment si difficile de comprendre que le NPA n'a pas vocation à servir les plats de Huchon, Vauzelle et des notables du PC ou d'EE ? Qu'il défend une politique qui s'oppose en tout point à celle de Huchon & co ?

Mais encore aurait-il fallu rappeler encore et encore que le PCF avait mené une politique totalement alignée sur celle du PS depuis 5 ans dans les exécutifs régionaux, et que les listes FdG n'avaient pour vocation que de reconduire cet accord. Mais le NPA s'y refusa. Voici la conclusion d'un tract publié par le parti, et représentatif de sa propagande :

« Comme nous, vous voulez faire entendre votre colère. Vous voulez infliger un camouflet à cette droite réactionnaire et arrogante, leur faire savoir que vous en avez assez !

Voter pour le Parti socialiste, les Verts d'Europe écologie ou leurs alliés ne le permet pas. Ils viennent de gouverner les régions pendant 6 ans sans que l'on voie véritablement la différence avec la droite. Les uns et les autres sont plus préoccupés de leurs propres intérêts, des élections présidentielles de... 2012 que d'apporter des réponses aux exigences du monde du travail. Voter pour eux, ce serait approuver leur politique passée, leur donner un chèque en blanc pour l'avenir.

S'abstenir n'est pas une solution. Ce serait laisser faire et, au final, laisser les mains libres à ceux qui sont au pouvoir ou le seront demain.

Il y a une autre possibilité. En votant pour la liste soutenue par le NPA, vous direz que vous en avez assez de Sarkozy et de la droite mais sans donner votre confiance au Parti socialiste et à ses alliés. »

Ainsi pour le rédacteur de ce texte, seuls le PS et les Verts ont gouverné les régions. Pas le PCF... Et si on suit le rédacteur de ce texte, ce parti ne serait pas « plus préoccupé de ses propres intérêts que ceux du monde du Travail... ».

En procédant ainsi, c'est le NPA lui-même qui s'interdisait de conserver ses électeurs. Quel travailleur pouvait comprendre la politique de la direction du PC si même nous lui assurons un traitement de faveur ? Il est vrai que pour la direction du NPA, le PCF appartient à la « gauche radicale ». Voilà où mène l'absurde théorie des « deux gauches » ! Car la réalité, c'est que sur *chaque* question sérieuse, le PCF aboutit à une position équivalente à celle du PS – et la démonstration n'a rien de difficile ! Seul le « style » diffère.

Il faut d'ailleurs dire que malgré cela, les gains du FdG sur les électeurs NPA semblent avoir été limités, tant ceux-ci semblent avoir été sceptiques quant à la politique des réformistes. Pour l'essentiel, contrairement à 2009, les électeurs perdus par le NPA semblent s'être abstenus, comme semble l'indiquer le tableau ci-dessous.

	Présidentielles 2007		Européennes 2009		Régionales 2010		2009 -2007		2010 -2009	
	Besancenot (LCR)	M-G Buffet (PCF)	FdG	NPA	FdG	NPA	FdG	NPA	FdG	NPA
Ile de France	181247	110970	176862	97454	189193	90319	65 892	-83 793	12 331	-7 135
Rhône Alpes	123711	57624	84054	70486	107761	41539	26 430	-53 225	23 707	-28 947
PACA	88331	61968	83052	52098	89256	30814	21 084	-36 233	6 204	-21 284
Lorraine	70931	19241	24662	38583	19833	14815	5 421	-32 348	-4 829	-23 768
Nord PdC	127893	74021	88693	58630	132435	36870	14 672	-69 263	43 742	-21 760
Midi Pyrénées	69177	34076	73854	52808	70074	29322	39 778	-16 369	-3 780	-23 486
Aquitaine	78230	41791	72179	51586	64370	27290	30 388	-26 644	-7 809	-24 296
Centre	65347	30003	50116	33184	59034	20338	20 113	-32 163	8 918	-12 846

En tout cas, en se refusant à expliquer la fonction du FdG, celle de ramasse-miette de gauche de la nouvelle gauche plurielle, le piège se refermait sur le NPA.

Les résultats électoraux du parti sont parfaitement explicables.

L'exemple du Limousin

Le bilan de la direction actuelle du NPA est donc accablant. Pour l'instant, ses explications sont pour le moins évasives – on verra quand elle aura quelque chose de consistant à dire.

Il n'en demeure pas moins qu'une petite musique commence à se diffuser au sein du parti : l'échec serait du à ce que nous n'avons pas su travailler « au cœur de la gauche » - encore une fois, on fait litière d'une quelconque considération programmatique.

De ce point de vue, ce qui s'est déroulé en Limousin sert de laboratoire. On sait que dans cette région, la liste FdG-NPA a fait d'excellents scores – pourquoi le nier ? - 13% au premier tour, 19% au second...

Le problème est de savoir sur quelle orientation a été réalisé un tel score. La presse du NPA affirme :

« Pendant toute cette campagne, le NPA du Limousin a défendu le programme du NPA (...) »

Il suffit de se reporter au programme de la liste « *Limousin, terre de gauche* », signé par le NPA, pour voir que l'affirmation est pour le moins présomptueuse⁷.

Le programme de « *Terre de gauche* » est en fait un catalogue de mesures locales plus ou moins discutables – on est en plein dans la cogestion chère aux listes d'union de la gauche depuis des décennies. On notera d'ailleurs que « *Terre de gauche* » indique, en ce qui concerne la conditionnalité des aides aux entreprises que

« En cas de non-respect de ces conditions, l'entreprise devra reverser l'aide publique (...) »

En d'autres termes, le NPA limousin est favorable à certaines aides aux entreprises (ce qui est d'ailleurs en contradiction avec la position officielle du NPA).....

Par contre, comme on s'en doute, on ne trouvera dans le programme de la liste aucune référence à l'interdiction des licenciements, l'annulation de la dette publique, la solidarité avec les palestiniens, le soutien aux sans papiers, etc.

En bref, le programme de cette liste – comment aurait-il pu en être autrement ? - se situe totalement sur l'orientation du PCF. Ça n'empêche pas le dirigeant local du NPA de baigner dans la joie. Pour lui, décidément, l'opposition entre anticapitalistes et réformistes, c'est du passé. N'écrit-il pas qu'

« il faut « tout changer » y compris nos a priori et certaines habitudes d'un autre âge (...) »

Dès lors, se féliciter des résultats de « *Terre de gauche* », ainsi que le fait la résolution du CPN du 27.III mène loin, très loin....

2° tour : « battre la droite » ?

On sait que le CE a une fois de plus jugé utile d'appeler à voter pour « *battre la droite* » au second tour. Il est significatif que nombre de cadres du parti aient soutenu cette position tout en ne votant pas quant à eux... « *Faites ce que je dis, pas ce que je fais* » : c'est déjà ce qui nous sépare....

A propos du Front Unique

En tout cas, cette position est une déformation de la politique communiste traditionnelle, dite de *Front Unique Ouvrier*.

On trouve les racines de cette conception chez Marx lui-même – le *Manifeste* prenait soin de préciser que

« Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. »

Mais il est clair que cette politique ne visait que les organisations appartenant au mouvement ouvrier.

Ultérieurement, les trotskystes furent confrontés à la dénaturation de ces conceptions au nom de son élargissement – ce fut la politique dite de « Front Populaire », de subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie « libérale » (en France ce sont les radicaux qui jouaient ce rôle jusqu'à 1958). En son temps, Trotsky notait déjà que dans un tel type de coalition, c'est son point le plus à droite qui en donnait le contenu – d'où sa célèbre formule

« Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution »⁸

Cette condamnation du front-populisme fondait une tactique électorale spécifique. A propos des législatives espagnoles de 1931, Trotsky écrivait par exemple :

« Les élections aux Cortès révéleront, d'après ce que je pu juger d'ici, une extrême faiblesse des républicains de droite du genre Zamora-Maura. Elles donneront la prépondérance aux conciliateurs petits-bourgeois de différentes couleurs, radicaux, radicaux-socialistes et "socialistes". Malgré cela, on

7 Source : site internet terredegauche.fr.

8 Trotsky : *Programme de transition*.

peut prédire avec certitude que les socialistes et les radicaux-socialistes se cramponneront de toutes leurs forces à leurs alliés de droite. Le mot d'ordre "A bas Zamora-Maura !" est tout à fait opportun.»⁹

Voter EE ?

Ceci étant rappelé, revenons à l'orientation prise par le NPA. La déclaration publiée par le NPA du Bas-Rhin est représentative de la position du parti, un modèle du genre :

« Malgré l'appel fait par Jacques Bigot au modem dimanche soir, et malgré les déclarations d'Antoine Waechter affirmant que "ce qui se noue (...) n'est pas le rassemblement de la gauche, mais des écologistes avec le PS", nous prenons nos responsabilités et appelons les électrices et les électeurs à infliger la défaite la plus importante possible aux listes soutenues par la droite et l'extrême-droite (...).

Sanctionner la droite est une nécessité absolue, même si nous pensons que les futures majorités de gauche ne seront pas plus un rempart contre la politique de Sarkozy (...).

A l'image de ce qui se passe en Grèce, sous un gouvernement socialiste, cela risque fort d'empirer dans les semaines qui viennent. Pas question de payer leur crise ! (...) »

Bref, le NPA appelait à voter « à gauche », étant entendu que les camarades, cette gauche inclut Waechter... qui ne s'en réclame pas ! Mais le parti prenait soin de préciser que cette « gauche » n'est pas un rempart contre Sarkozy (donc qu'il n'existe aucune issue à la politique sarkozyste à cette étape). Comprenez qui pourra !

On pourra longuement discuter pour savoir si la méthode du Front Unique est encore applicable face à un parti socialiste aussi décomposé que celui auquel nous avons affaire.

Par contre, il est indiscutable que *le refus de voter pour parti bourgeois fait partie du patrimoine politique des révolutionnaires*. Or comment caractériser autrement Europe Écologie, le parti de Waechter, de Meirieu, de E. Joly et Cohn-Bendit ? A l'évidence, il s'agit d'un parti bourgeois de type libéral, un MODEM peint en vert.

Et qui peut croire une seconde que faire élire ces gens représenterait un point d'appui pour résister à l'offensive sarkozyste ? Sur le fond leur politique est identique – Meirieu est même l'un de ceux qui ont fourni l'argumentaire « pédagogique » de l'offensive en cours contre l'Enseignement public !

Ce qu'illustre – une fois de plus – cet épisode, c'est l'extrême réceptivité de la direction du NPA aux pressions diverses de la gauche officielle. On ne saurait l'oublier.

« Faire du LO ? »

Toute une série de textes reviennent sur les résultats de LO. Les rédacteurs d'« *Un second souffle pour le NPA* » expliquent les résultats de cette organisation par

« la défense abstraite d'un programme de lutte hors sol par rapport à la nature de l'élection »

Décodé en français, ceci signifie que les résultats de LO s'expliquent par son refus (juste, incontestable) de centrer son agitation sur les questions régionales, c'est-à-dire de se situer sur le terrain d'une meilleure cogestion de l'Etat capitaliste.

Il suffit pourtant de se reporter aux textes de cette organisation pour mesurer ce que vaut cette explication :

« Lutte Ouvrière se présente pour que les travailleurs puissent exprimer leur colère contre le patronat et contre un gouvernement qui est à plat ventre devant lui (...). Le vote Lutte Ouvrière permet plus encore : exprimer sa conviction que seuls les travailleurs et les classes populaires peuvent changer leur propre sort (...)

Le vote pour les listes Lutte Ouvrière permet aussi de se prononcer (...) :

- Contre le chômage, il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.*
- La crise actuelle illustre le fait que la gestion de l'économie par la classe capitaliste conduit la société à la catastrophe. Elle ne se contente pas de la part qu'elle prélève sur l'économie par l'exploitation directe. Elle parasite de plus en plus la société par l'intermédiaire de l'État.*
- Pour préserver les conditions d'existence des classes exploitées, les seules classes utiles à la société et qui produisent toutes les richesses, il est vital d'imposer aux propriétaires et aux actionnaires des entreprises et des banques le contrôle des travailleurs.*

⁹ Trotsky : *Pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie*. 24.VI.1931.

Il faut, pour commencer, imposer la levée du secret bancaire (...).

Il faut leur refuser le pouvoir absolu qu'ils exercent aujourd'hui sur les entreprises. Le fonctionnement de celles-ci, leurs choix, leurs stratégies concernent l'ensemble de la société. »¹⁰

Il est extrêmement significatif, qu'alors que tout le monde savait que la question était pregnante, LO n'ait pas jugé utile de dire un mot sur la question des retraites¹¹.

Et plus généralement : rien sur la nécessité d'infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-MEDEF, rien sur la perspective d'un gouvernement des travailleurs....

Que cette phraséologie hors du temps et des conditions concrètes de 2010 n'aie pas de prise sur les travailleurs et la jeunesse se conçoit donc aisément.

On est donc bien forcé de conclure que les rédacteurs d'« *Un second souffle pour le NPA* » ont surtout une connaissance approximative de qu'est une authentique plate-forme d'action, ce qui n'est pas sans rapport avec le débat interne au NPA.

Un parti révolutionnaire

L'échec du 14 mars sonne donc comme un avertissement : l'orientation actuelle du parti, indiscernable de celle du FdG par quiconque nous mène droit à l'échec.

Mais il faut le répéter : rien n'est encore acquis, ni dans un sens dans un autre. Les résultats du FdG montrent bien que la place qu'ils ont acquise l'a été par défaut plus qu'à cause de la force de conviction de leur orientation.

Mais ce qui est certain, c'est qu'un NPA réformiste (ou quasi) ne pourra subsister durablement. La place est désormais prise, et bien prise par le Parti de Gauche.

La seule voie possible est celle de la défense et de l'agitation autour d'un programme socialiste (qui reste à être élaboré), combiné à une politique d'unité du mouvement ouvrier.

Tout l'enjeu des prochains mois est donc de savoir si le NPA s'engagera dans cette voie.

Le 2.IV.2010

¹⁰ Présentation des listes LO. *Lutte de classe* n°125. Février 2010.

¹¹ On notera que les affiches de campagne de cette organisation – pourtant des plus verbeuses – n'abordent pas la question.

**Projet de déclaration de candidature de la tête de liste du NPA/94
rejeté par la coordination départementale**

Défendre nos retraites

Ne rien lâcher

Je me suis porté candidat comme tête de liste départementale du Nouveau Parti Anticapitaliste car je veux que s'expriment dans cette campagne électorale les exigences d'une politique de défense acharnée des intérêts du monde du Travail, de la jeunesse.

Militant syndical depuis de longues années, je constate avec mes collègues de travail la véritable guerre sociale à laquelle se sont attelés Sarkozy, l'UMP et ses donneurs d'ordre du MEDEF.

Élu pour démanteler les garanties obtenues par les travailleurs dans les années d'après-guerre, Sarkozy applique méthodiquement son programme. Pas un domaine n'est épargné : Enseignement, Santé Publique, Collectivités locales, etc.

Ma candidature sera donc avant tout celle du porte-parole de tout ceux qui veulent une politique de résistance effective à Sarkozy et au patronat.

Une nouvelle offensive contre nos retraites

C'est désormais annoncé : le clou des « réformes » de 2010 serait une nouvelle charge contre le système de retraites. Les charges précédentes ont largement appauvri les retraités. Qu'importe ! Sur la base d'un déficit largement créé par les largesses dont bénéficient patrons et possédants, les mesures suivantes sont « évoquées » :

- augmenter l'âge légal, de départ en retraite,
- augmenter les cotisations - étant entendu que les patrons ne seraient pas touchés, etc.
- Enfin, Fillon annonce déjà une baisse drastique du niveau des pensions des fonctionnaires. Selon lui, la question des modalités de calcul des pensions « se pose »....

Au-delà, c'est le système par répartition, solidaire par nature, qui est ciblé par les possédants. L'objectif est de parvenir à un système basé sur l'épargne individuelle. D'où la campagne actuelle sur la nécessité de « rapprocher » les régimes du privé et celui dont bénéficient les fonctionnaires.

Face à cette offensive, le NPA réaffirme la légitimité des revendications ouvrières, notamment :

- Le retour aux 37 ½ annuités
- Le maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans
- La garantie de ressource pour les retraités - 1500 Euros minimum, 75% du salaire moyen des 5 dernières années.

Contre Sarkozy et le MEDEF : Front Commun !

Chacun peut le constater : tout ceci n'empêche pas les directions syndicales de s'engager à fond dans le jeu du « dialogue social » avec le gouvernement.

Ainsi participent-elles toutes au Conseil d'Orientation des Retraites. C'est pourtant ce Conseil qui se charge de mettre en musique les directives du gouvernement contre le système actuel !

De même, toutes se préparent à participer aux tables rondes censées élaborer le nouveau train de mesures contre nos retraites.

On ne peut défendre les retraites et s'associer à l'élaboration de la politique sarkozyste. C'est pourquoi j'appelle à refuser tout « dialogue » avec Sarkozy sur la base des revendications patronales.

- Contre la participation syndicale au Conseil d'Orientation des Retraites – conseil dont le gouvernement lui-même explique qu'il sert à « rapprocher les points de vue » entre syndicats et patrons.
- Contre l'acceptation des « négociations » sur les retraites annoncée par Sarkozy. Rien de bon pour les

travailleurs ne sortira donc d'une telle table ronde, bien au contraire ! Darcos en a d'ailleurs donné le cadre :
« *Personne ne pense qu'il faille augmenter le coût du travail en France* ».

Un premier test : le sommet social de Sarkozy (15 février)

Le gouvernement a donc annoncé un « sommet social », prévu le 15 février. Lors de ce sommet il annoncera aux « partenaires sociaux » l'« agenda des réformes » prévu par ses services pour 2010. Lesdits partenaires seront priés de s'atteler à l'élaboration des conditions de la mise en oeuvre de cette politique.

Participer à un tel sommet est un acte politique sans ambiguïté : les responsables syndicaux qui s'y rendront indiqueront par là-même leur disponibilité à participer à l'élaboration des contre-réformes. Leur présence signifiera qu'ils acceptent la légitimité de la politique sarkozyste.

Ce n'est pas acceptable, et c'est pourquoi je considère que

les directions syndicales ne doivent pas aller au sommet social

Sur la base d'une telle politique, d'une rupture effective du mouvement ouvrier et du gouvernement, il deviendrait possible de redonner confiance au monde du Travail. Celui-ci pourrait enfin croire que cette fois-ci, ses organisations sont prêtes à mettre en oeuvre la politique qui est nécessaire face à un tel gouvernement.

Il serait en particulier possible d'organiser dans l'Unité, l'action nécessaire en défense des retraites. Pour ma part je considère qu'une

Marche nationale en défense des retraites

deviendrait alors envisageable et nécessaire.

Anticapitaliste

L'offensive anti-sociale à laquelle nous assistons ne tombe pas du ciel. C'est l'économie de profit, le capitalisme qui en est la cause. C'est pour préserver les profits des privilégiés qu'on ruine la planète, qu'on démantèle les acquis les uns après les autres.

La campagne que je mènerai a aussi pour objectif de mettre ces questions en débat. Il faut mettre le capitalisme en accusation : on ne peut préserver durablement nos acquis sans remettre en cause l'économie de profit et les gouvernements qui la servent – fussent-ils étiquetés de « gauche ».

C'est pourquoi le NPA milite pour un gouvernement des travailleurs, planifiant l'activité économique selon les besoins de la population laborieuse, de la jeunesse et en tenant compte des grands équilibres naturels.

Le 31.I.2010